

20250601 Le Monde

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/01/la-surenchere-sur-l-immigration-en-europe-repose-davantage-sur-des-formules-simplistes-que-sur-des-idees-realissables_6236713_3232.html

« La surenchère sur l’immigration en Europe repose davantage sur des formules simplistes que sur des idées réalisables »

Chronique



[Philippe Bernard](#)

[Editorialiste au « Monde »](#)

Les discours qui dominent la campagne des élections européennes sont en décalage avec la réalité, observe dans sa chronique Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

S’il est un domaine où personne ne conteste le rôle primordial que doit jouer l’Europe, c’est bien celui de l’immigration. Parce que le continent, prétendument en perte de vitesse, attire massivement les laissés-pour-compte du développement, les victimes des guerres et des tyrannies politiques. En 2023, [380 000 personnes](#) sont entrées irrégulièrement dans l’Union européenne (UE) – une goutte d’eau au regard des 450 millions d’habitants –, ce chiffre est le plus élevé depuis 2016. Mais aussi parce que le projet européen, bâti sur la libre circulation des biens et des personnes, impose, sous peine de délinquance, un contrôle des frontières extérieures de l’UE. 86 % des Européens souhaitent le voir renforcé selon [une enquête du cercle de réflexion Fondapol](#), dont 80 % des électeurs de gauche.

L’ennui est que les discours sur ce sujet, qui domine la campagne des élections européennes du 9 juin, tournent davantage autour de slogans simplistes que sur des idées susceptibles d’avoir prise sur la réalité.

Prenez la « double frontière » prônée par Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national (RN). Il s’agit d’abord de « *refouler systématiquement les bateaux de migrants qui veulent arriver sur le sol européen* ». Sur ce point, l’héritier de Marine Le Pen devrait demander conseil à Giorgia Meloni. La présidente du conseil italien est arrivée au pouvoir en promettant un « *blocus naval* » dans ce but. Depuis qu’elle dirige son pays, elle en appelle à la solidarité de l’UE et à la coopération des pays d’Afrique du Nord pour prévenir les arrivées. Elle a même autorisé 452 000 étrangers à travailler en Italie d’ici à 2025.

M. Bardella veut, de surcroît, priver les étrangers non ressortissants de l’UE de la libre circulation dans l’espace Schengen. Mais lorsque le premier ministre, Gabriel Attal, lui a fait remarquer qu’une telle mesure impliquerait de contrôler tout le monde, y compris les travailleurs frontaliers, et créerait d’immenses files d’attente, le leader d’extrême droite s’est replié sur l’idée de « *renforcer les contrôles aléatoires* », précisément ce qui se fait aujourd’hui.

Compromis laborieusement négociés

Le même décalage entre slogan choc et réalité vaut pour l'idée des « *barrières physiques à l'Est (murs, fossés, caméras, intelligence artificielle, etc.)* » que François-Xavier Bellamy, tête de la liste Les Républicains (LR) aux européennes, rêve de déployer. L'exemple des murs érigés à la frontière mexicaine, notamment au cours du mandat de Donald Trump, qui n'empêchent pas des arrivées record de migrants, fait douter de l'efficacité de ces installations.

Quant à la promesse phare de l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson, reprise par son successeur, qui consiste à expulser vers le Rwanda les demandeurs d'asile, elle fait des émules dans l'UE. Mais elle ne sera pas honorée, a dû admettre Rishi Sunak, avant [les élections générales du 4 juillet](#). Et probablement jamais, puisque les travaillistes, largement favoris, ont promis de l'annuler. Ce « plan Rwanda », en a conclu le Labour, « *était une escroquerie du début à la fin* ».

Lire le décryptage | Article réservé à nos abonnés [Au Royaume-Uni, Rishi Sunak obtient l'adoption de la loi sur l'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda](#)

Que les slogans démagogiques se muent rarement en mesures efficaces ne signifie pas que toute action soit vaine. Fruit de compromis laborieusement négociés pendant huit ans, le pacte sur la migration et l'asile, adopté par les Vingt-Sept et [validé le 10 avril par les députés européens](#), a beaucoup de défauts. Il est muet sur les noyades en Méditerranée et ne remet pas en cause la règle dite « de Dublin », qui désigne le pays de première entrée comme le seul à devoir examiner les demandes d'asile et pénalise les Etats situés à la périphérie sud de l'Union.

Centré sur l'endiguement des arrivées, ce « pacte » risque d'empêcher certaines personnes persécutées d'accéder à l'asile. Et ne constitue pas l'amorce d'une politique commune d'immigration destinée à définir le profil des étrangers dont l'Europe souhaite la venue, pour sa démographie et son économie, dans un « marché » migratoire mondial dont les Etats-Unis et le Canada, par exemple, savent tirer le maximum.

Préoccupations de politique intérieure

Pourtant, ce « pacte », en généralisant le filtrage des arrivants et en accélérant les procédures d'examen des demandes d'asile aux frontières extérieures (mais non dans des pays tiers), constitue la première réponse commune des Vingt-Sept aux crises récurrentes et aux inquiétudes des populations. La [typologie complexe des votes sur ce texte au Parlement européen](#) reflète des préoccupations de politique intérieure : les députés conservateurs et socio-démocrates allemands et espagnols l'ont très largement approuvé, mais, parmi les élus français, presque aucun socialiste ou LR.

Or, sitôt adopté, ce compromis, qui amorce un mécanisme attendu de responsabilité et de solidarité commun, est remis en cause par certains de ses promoteurs, comme les conservateurs allemands de la CDU à laquelle appartient la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Sous la pression de l'extrême droite, à l'approche du scrutin européen, [ils défendent désormais l'idée d'une externalisation du traitement des demandes d'asile](#) sur le modèle « rwandais » du Royaume-Uni. Les dirigeants de quinze pays de l'UE viennent de signer un appel commun dans ce sens.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Quinze pays de l'Union européenne réclament l'externalisation des demandeurs d'asile](#)

Quant au RN, il veut supprimer la possibilité de demander l'asile une fois sur le sol français, seuls les consulats à l'étranger pouvant les recueillir. Un projet ingérable et injuste – il provoquerait un afflux de migrants aux guichets consulaires tandis que les véritables persécutés craindraient de s'y rendre –, bafouant de surplus la convention de Genève sur les réfugiés qui oblige à examiner la situation de ceux qui continueraient à entrer en France. Au rythme de ces embardées répressives et de ces slogans liberticides, le pacte migratoire européen, voué aux gémonies par l'extrême droite comme un « pacte de submersion », va finir par paraître pour ce qu'il est : insatisfaisant mais modéré.

[Philippe Bernard \(Editorialiste au « Monde »\)](#)